

IA : le défi démocratique que nous ne pouvons plus repousser

Le code de la route : une gouvernance née de la douleur

En 1972, 16 000 personnes meurent sur les routes françaises en une seule année (Source : INSEE, données historiques sur la mortalité routière).

Il aura fallu près de 80 ans — de 1886 (invention de la première automobile) à 1972 (pic de mortalité) — pour que la France se dote enfin d'un code de la route effectif.

Ce cadre nous semble aujourd'hui évident. Pourtant, il est le produit de décennies d'accidents, de conflits, de débats, de statistiques devenues insupportables et de corrections successives.

Autrement dit : la gouvernance est arrivée après la douleur.

L'IA : un coût invisible, un défi démocratique

Cette technologie risque de nous placer devant un défi bien plus redoutable. Car cette fois, le coût pourrait être largement invisible.

Les systèmes d'intelligence artificielle n'agissent pas seulement sur la production ou les transports. Ils agissent sur les mécanismes mêmes par lesquels une collectivité apprend, travaille, s'informe, arbitre et se projette. Comment anticiper des effets qui ne se manifestent pas encore ?

Ils influencent les raisonnements, les choix, les comportements et les liens sociaux.

L'automobile produisait des conséquences visibles : des corps sur des routes.

L'IA, elle, génère souvent des effets diffus : des représentations, des habitudes cognitives, des dépendances intellectuelles, des formes nouvelles d'inégalités ou d'atomisation sociale.

Comment corriger ce qui ne se mesure pas encore ?

C'est ici que la question de cette technologie cesse d'être uniquement technique pour devenir démocratique.

Trois réponses, un même vide démocratique

Partout dans le monde, les sociétés cherchent une réponse.

La réponse autoritaire consiste à placer la technologie sous le contrôle du pouvoir politique. La réponse technocratique consiste à confier les décisions aux experts et aux autorités de régulation.

La réponse du marché consiste à laisser l'innovation, la concurrence et les usages déterminer les trajectoires, avec l'idée que les déséquilibres seront progressivement corrigés par les acteurs eux-mêmes.

Ces trois approches diffèrent profondément.

Elles partagent pourtant une caractéristique commune : les citoyens interviennent peu dans les choix structurants et souvent après leur mise en œuvre.

Des décisions pour 2040, prises en 2026

Or, les arbitrages pris aujourd'hui sur l'IA engageront bien au-delà de notre présent. Ils façonneront les conditions de vie, d'apprentissage, de travail et de décision de la génération qui grandit actuellement.

D'ici 15 à 20 ans, les systèmes déployés aujourd'hui pourraient constituer une partie de l'infrastructure cognitive de nos collectivités.

La question devient alors simple :

Qui incarne aujourd'hui les citoyens de 2040 ou de 2050 dans les décisions prises sur cette technologie ?

Les ingénieurs représentent leurs organisations.

Les dirigeants représentent leurs institutions.

Les élus représentent la voix des citoyens actuels.

Mais qui est chargé de représenter les répercussions futures des choix pris aujourd'hui ?

Cette question reste largement absente du débat public.

Pourtant, elle est au cœur du défi posé par l'IA.

L'expertise ne suffit plus

Nous disposons désormais de connaissances considérables sur les risques, les opportunités et les transformations qu'elle entraîne.

Le problème n'est plus l'absence d'expertise.

Le problème est la manière dont nous transformons cette expertise en décisions collectivement légitimes.

Les démocraties modernes tentent de représenter les territoires, les intérêts économiques et les générations présentes.

Elles devront probablement apprendre à incarner également les conséquences futures de leurs arbitrages.

L'histoire des technologies : toujours en retard d'une crise

Pendant deux siècles, nos sociétés ont appris à corriger les effets des grandes ruptures technologiques.

Le chemin de fer (XIXe siècle), l'automobile (XXe siècle) et Internet (années 1990-2000) ont suivi une logique similaire : d'abord l'innovation, ensuite les impacts inattendus, enfin la construction progressive des règles permettant de les maîtriser.

L'intelligence artificielle pourrait marquer une rupture dans cette histoire, parce qu'elle agit sur les mécanismes cognitifs eux-mêmes (raisonnement, prise de décision), et non seulement sur des outils ou des infrastructures.

Le défi n'est donc plus seulement de corriger.

Il devient celui d'anticiper.

Anticiper l'invisible : le chantier du XXIe siècle

Cette question ouvre un chantier démocratique majeur :

comment faire dialoguer durablement l'expérience des citoyens, les connaissances des experts et la responsabilité des décideurs avant que les répercussions ne deviennent visibles et irréversibles ?

C'est dans cette perspective que s'inscrivent aujourd'hui plusieurs réflexions sur l'évolution de nos méthodes de décision collective, parmi lesquelles la Démocratie Enrichie.

La question du siècle

Car derrière le débat sur l'IA se profile peut-être la véritable question du XXI^e siècle :
quelles institutions permettront encore aux régimes représentatifs de piloter la complexité,
d'anticiper les conséquences de leurs choix et de conserver la confiance de ceux qu'ils
représentent ?

Bernard Peroz est l'initiateur de Démocratie Enrichie, une réflexion sur les méthodes de
décision collective adaptées aux sociétés complexes. Après vingt-cinq années d'expérience
dans des environnements industriels et internationaux, il consacre ses travaux aux enjeux
de gouvernance démocratique, d'intelligence artificielle et de décision publique. Ses
publications sont accessibles sur democratieenrichie.fr (<https://democratieenrichie.fr>).